



Tout le monde en parle, tout le monde s'en sert !

Informatique : vive la liberté !

7

La liberté n'est pas réservée à des cercles confidentiels, ni aux « petits génies de l'informatique »

> Ils en parlent publiquement.

« Les deux exigences de la deuxième étape de l'administration électronique sont donc l'**interopérabilité** et la **transparence**. Ce sont justement les deux points forts des logiciels libres. Je ne crois donc pas courir beaucoup de risques de me tromper en prédisant que ces derniers joueront dans les années qui viennent un **rôle essentiel** au développement de l'administration électronique. »

Michel Sapin - Ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Ouverture de la deuxième journée du logiciel libre dans l'administration, le 15 novembre 2001.

« Et je crois que pour le développement de l'administration en ligne, les logiciels libres représentent une **opportunité** et un **enjeu** formidable. [...] Les technologies ouvertes sont pour nous une opportunité pour garantir cette interopérabilité, tout en préservant l'**autonomie** à laquelle les administrations sont naturellement attachées pour leurs **choix stratégiques** et techniques. »

Renaud Dutreil - Ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Les « Trophées du Libre », à Soissons, le 26 mai 2005.

« Nokia **reconnait la valeur** de la création de logiciel libre en collaboration avec d'autres. Un certain nombre de nos développeurs sont **directement impliqués** dans la création, l'amélioration, les essais, l'utilisation, et le support de logiciels libres. Actuellement, Nokia héberge, contribue à, et/ou commande de multiples projets et initiatives libres. »

Nokia Research Center - <http://www.opensource.nokia.com>

« La Région est pour sa part de plus en plus **active** sur le sujet des logiciels libres [...] Et je souhaite continuer à **favoriser** les initiatives qui permettent de développer l'usage des logiciels libres dans les établissements, comme une contribution au respect de la propriété intellectuelle, mais également comme une **éducation** à la valeur des échanges non commerciaux et des **aventures collectives**. »

Michel Vauzelle - Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Inauguration du réseau informatique du Lycée Général et Technologique Louis Pasquet en Arles - Académie d'Aix-Marseille, le 10 juin 2004.

« Le logiciel libre est un gage d'**indépendance** et de **pérennité** lié à la fois à l'esprit des communautés et à l'offre de services qui se structure aujourd'hui autour de ces logiciels (SSLL, SSII, industriels...) »

Général Brachet - Gendarmerie Nationale. Interview Linux Pratique n° 33 - janvier-février 2005.

« Parce que personne ne les **contrôle**, ni ne tire d'avantage financier direct à leur utilisation, ces logiciels **respectent** particulièrement bien les **standards** de l'internet tels que définis par l'IETF et le W3C. Par ailleurs, le caractère **coopératif** du développement permet des tests très nombreux et assure ainsi de la **robustesse** des logiciels produits. »

Thierry Carcenac - Député et Président du Conseil général du Tarn. « Pour une administration électronique citoyenne », Rapport sur la modernisation de l'Administration électronique, remis au Premier ministre, le 19 avril 2001.

En chiffre :

Ils migrent !

> Gendarmerie Nationale

Déjà utilisatrice du navigateur Firefox, de la suite OpenOffice.org et du client de gestion courrier Thunderbird, la Gendarmerie Nationale a annoncé la **migration** de **70 000** postes de travail sous le système d'exploitation libre **Ubuntu Linux** d'ici 2013.

> Ministère de la Défense

Le ministère de la Défense suit la voie tracée par la gendarmerie : l'utilisation de **logiciels libres** comme Thunderbird y devient **recommandée**, et désormais les nouvelles applications doivent être **indépendantes** du système d'exploitation. **200 000** postes de travail sont concernés.

> Assemblée Nationale

Depuis 2007, les **577 postes des députés** fonctionnent sous système d'exploitation **libre**, auxquels doivent s'ajouter ceux de leurs assistants. Un symbole fort pour ces élus représentants du peuple.

> Impôts

La Direction Générale des Impôts a décidé de migrer en 2005-2006 son parc informatique de **80 000** postes vers la suite bureautique OpenOffice.org. Parmi les motivations est mentionnée l'**économie** réalisée : la DGI estime que la migration de 80 000 postes de travail vers Microsoft Office XP coûterait plus de 29,5 millions d'euros, alors que la migration vers OpenOffice.org est évaluée à 200 000 euros.

> Équipement et Intérieur

Le ministère de l'Équipement est également en cours de migration, **55 000** postes sont concernés.

Le ministère de l'Intérieur propose depuis 2002 à tous ses agents d'installer OpenOffice.org : bientôt **50 000** devraient l'utiliser. Parallèlement à cela, l'administration des douanes a déjà équipé **16 000** postes...

> Groupe automobile PSA

Le groupe automobile PSA (Peugeot/Citroën) migre depuis 2007 **20 000** de ses 75 000 postes de travail et **2 500 serveurs** sur un système d'exploitation libre. PSA est un grand compte français et le premier **industriel** à faire une migration aussi massive vers le logiciel libre.